

# Les propositions du SNUipp-FSU

## Le SNUipp-FSU fait des propositions au ministère :

En l'état, cette réforme n'est pas applicable avec succès dans toutes les écoles. Nous demandons la suspension de sa généralisation. **Nous demandons une réécriture totale du décret :**

- **Un cadre national** sur 4,5 jours d'école (différent de 9 demi-journées d'école) doit être fixé. Mais, comme avant 2008, et à l'image du décret de 1991, **des dérogations émanant des conseils d'école** doivent être possibles : par exemple 5 matinées et 3 après-midi d'école –la quatrième étant consacrée aux activités périscolaires, ou 2 mercredis sur trois comme à Poitiers ou 4 jours avec rattrapage sur les vacances d'été ou 5 jours avec un nombre d'heures identiques par jour.

Pour l'heure, nous demandons que le ministère et les DASEN ne valident pas les projets qui ne font pas accord au sein des conseils d'école. Il faut donner la possibilité de reprendre les discussions et de déboucher sur des organisations consensuelles.

Pour cela, nous demandons que toutes les équipes enseignantes disposent de temps pour se concerter en étant dispensées de l'APC.

Nous avons toujours considéré qu'il aurait fallu traiter avant, ou au moins dans un même mouvement, **une réforme des rythmes et des mesures pour la réussite des élèves conjuguées à l'amélioration des conditions de travail des enseignants:**

- **la refonte des programmes scolaires** (prévue pour 2015 voire pour 2016) : Il faut mettre en cohérence temps scolaires et nouveaux contenus d'enseignement. Le ministre souhaite accorder une année supplémentaire au CSP pour la mise en œuvre des nouveaux programmes qui serait repoussée à la rentrée 2016. **En attendant, nous demandons un toilettage des scories et des incohérences des programmes de 2008.**

- **une rénovation de la formation continue** (rien n'est envisagé avant 2016). Les 330 000 enseignants doivent pouvoir bénéficier d'une formation continue de qualité alimentée par les travaux de la recherche. C'est un domaine actuellement sinistré en France puisque la formation continue a pratiquement disparu et ce, depuis plusieurs années.

- **la déconnexion temps élèves/temps enseignant** à l'image du second degré: En s'appuyant sur le principe d'un maître référent pour une classe, il s'agit de pouvoir travailler à deux enseignants pour une classe en développant une polyvalence d'équipe (partage des matières, regards croisés sur les élèves). Cela signifie une première étape à 21 heures (devant élèves) + 3 heures (temps de concertation, relation aux familles,..) sans baisse du temps d'enseignement pour les élèves et ce afin d'aller vers l'égalité des obligations de service avec les professeurs certifiés du second degré. Un premier pas est franchi dans l'éducation prioritaire. Il faut l'étendre à toutes les écoles. Le ministère vient de s'engager dans la redéfinition du décret de 1950 des enseignants du second degré. Il doit en être de même pour les PE (décret de 2008).

- **la revalorisation du métier** : pas d'engagement du ministère d'une montée en charge de l'ISAE bloquée à 320 euros net. La situation salariale des professeurs des écoles constitue une anomalie au sein des pays de l'OCDE. 1 642 euros en début de carrière pour un PE, 2 700 euros pour un enseignant allemand. 2 020 euros au bout de 15 ans, 3 500 euros pour un enseignant allemand, 2 350 euros pour la moyenne des pays de l'OCDE.

Au bout de 15 ans, un PE gagne 2 132 euros net par mois, un Professeur certifié 2 720 euros. A même métier, même reconnaissance salariale. Nous demandons un engagement précis du ministère pour un alignement de l'ISAE sur l'ISOE du second degré.

Dans le même temps, nous pensons aussi qu'il est urgent de revaloriser le point d'indice pour tous les fonctionnaires.

- **les financements pérennes des TAP assurés par l'Etat** pour garantir l'égalité territoriale.

Réussite des élèves et conditions de travail des enseignants vont de pair : baisse des effectifs, déploiement du plus de maîtres que de classes (7 000 postes sont annoncés à l'issue du quinquennat pour 1 378 aujourd'hui et 295 prévus pour la rentrée prochaine), renforcement des RASED, confiance rétablie envers les équipes enseignantes, ...